

République Centrafricaine
Unité – Dignité – Travail



ALLOCUTION
DE
Son Excellence MADAME CATHERINE SAMBA-PANZA
PRESIDENTE DE LA REPUBLIQUE, CHEFFE DE L'ETAT DE TRANSITION,

A

La Conférence internationale sur la République Centrafricaine
De l'Humanitaire à la Résilience
et l'apport du Fonds fiduciaire européen "Bêkou"

Bruxelles, le 26 mai 2015

- Madame la Vice-Présidente, Haute Représentante de l'Union Européenne pour les Affaires Etrangères et la politique de Sécurité ;
- Monsieur le Commissaire européen chargé de la Coopération Internationale et du Développement ;
- Monsieur le Commissaire européen chargé de l'Aide Humanitaire et de la Gestion des Crises ;
- Mesdames et Messieurs les Ministres des Affaires Etrangères de l'Union Européenne ;
- Madame l'Assistante du Sous-Secrétaire Général et Coordonnateur des Urgences Humanitaires ;
- Distingués invités en vos rangs et prérogatives ;
- Mesdames, Messieurs.

La Conférence internationale sur la République Centrafricaine, organisée ce jour 26 Mai 2015 par l'Union Européenne, va nous permettre d'aborder ensemble les enjeux humanitaires à court et moyen terme fondés sur le renforcement de la résilience du peuple centrafricain.

Mais avant tout, je voudrais, en cette circonstance exceptionnelle, remercier l'ensemble de la communauté internationale et plus particulièrement l'Union Européenne en tant que Premier Partenaire stratégique de mon pays, pour cette marque de solidarité malgré le contexte international difficile.

En avril 2014, mon plaidoyer devant votre auguste assemblée, pour un engagement accru de la communauté internationale au processus de sécurisation et de stabilisation de la République centrafricaine a trouvé un écho favorable. L'Union Européenne a, d'emblée, mobilisé l'ensemble des instruments dont elle dispose, devenant un partenaire sur plusieurs fronts, par son engagement aussi bien politique que financier à soutenir le processus de transition de la République centrafricaine. Grace à vos appuis multiformes, des améliorations tangibles ont été enregistrées sur le plan sécuritaire, du

rétablissement de l'autorité de l'état et de la primauté du droit, de la relance économique et social ainsi que de l'humanitaire. Ces efforts sont reconnus par l'ensemble de la communauté internationale dans leurs différents rapports périodiques.

Toutefois, beaucoup reste à faire. La crise sans précédent que traverse mon pays demande un engagement résolu de toutes les forces vives du pays et des réponses novatrices pour mettre fin à l'instabilité récurrente. Pour notre part, nous avons la ferme détermination de continuer à relever les défis majeurs auxquels la RCA est encore confrontée. Les autorités de la transition accordent en effet une importance particulière à ce que le processus de relèvement de la RCA puisse se dérouler dans un environnement politique et social permettant de renforcer la cohésion sociale. Dans ce contexte, la pleine appropriation par les acteurs centrafricains du processus politique autour des valeurs de paix, de dialogue et de réconciliation est fondamentale. A cet égard, les initiatives de consultations populaires et dialogue politique national ont constitué une étape importante pour les centrafricains, en vue de dégager une vision commune de leur avenir et d'engager le pays sur la voie d'une stabilisation durable.

Le processus constitutionnel représente également une étape importante pour l'avenir du pays. L'avant proposition de la nouvelle constitution introduira les recommandations novatrices du Forum de Bangui lors du séminaire d'enrichissement prévu à cet effet. S'agissant du processus électoral qui placera à la tête du pays un pouvoir démocratique en pleine capacité de gérer l'avenir de la RCA, c'est pour la Transition une priorité claire et absolue. Seules des contraintes logistiques et budgétaires ont pu amener le Forum de Bangui à prendre en considération le report de la date de ces élections. Je réaffirme ma détermination à organiser des élections démocratiques et crédibles, dans les meilleures conditions administratives afin d'assurer la participation de tous et l'acceptation des résultats électoraux par tous les acteurs politiques centrafricains. En tout état de cause, ces élections se tiendront avant la fin de l'année 2015 si les partenaires extérieurs continuent à soutenir les efforts du gouvernement par une plus forte mobilisation des ressources et le décaissement effectif des engagements déjà pris.

Mais les autorités de la transition restent fortement préoccupées par la situation humanitaire. Elles s'inquiètent en particulier du sort des populations déplacées et isolées à l'intérieur du pays ainsi que des populations réfugiées dans les pays voisins. L'amélioration progressive de la situation dans le domaine humanitaire ne doit pas masquer la tragédie humaine que vit encore une grande partie de la population centrafricaine. Plusieurs déplacés et réfugiés ont volontairement pris la décision de retourner chez eux et veulent reprendre une nouvelle vie. Les besoins restent immenses. Les projets destinés à répondre aux besoins urgents des retournés ne trouvent pas encore de financements. A ce jour, seulement 21% des 613 millions de dollars américains requis pour faire face à ces besoins sont mobilisés.

Distingués Invités,

Mesdames et Messieurs,

En 2015, les préoccupations majeures des autorités de la Transition demeurent donc:

- la réponse aux besoins de protection et d'assistance aux populations déplacées qui ne peuvent retourner chez eux à cause de leurs logements détruits,
- le bouclage de financement des élections pour ce qui concerne les opérations pré-électorales et électorales essentielles à l'organisation des scrutins.
- le gap de financement du budget 2015 défini de commun accord avec le Fonds Monétaire International. La gestion des fonds mobilisés à cet effet sera effectuée en étroite collaboration avec l'ensemble des partenaires techniques et financiers à travers le Comité de Trésorerie et le Comité de Gestion des Finances publiques.

J'appelle donc encore une fois les partenaires internationaux à matérialiser tous les engagements pris depuis un an pour mettre concrètement à disposition les moyens nécessaires à l'organisation des élections.

Par ailleurs, le Gouvernement devra faire face à de nouveaux défis après le Forum de Bangui. En effet, deux instruments de consolidation de la paix et de refondation de la République ont été produits par le Forum de Bangui. Il s'agit de :

- la signature, par les groupes armés, principaux acteurs des conflits, d'un accord global et définitif de paix et de Désarmement, Démobilisation et Réintégration ainsi qu'une nouvelle vision des forces de défense et de sécurité centrafricaines et
- l'adoption d'un Pacte républicain pour la paix, la réconciliation nationale et la reconstruction de la République Centrafricaine.

Des ressources doivent être disponibles pour éviter au peuple centrafricain de sortir du dialogue pour replonger dans une nouvelle crise parce que les recommandations adoptées ne sont pas exécutées par manque de financement.

Par ailleurs, l'ensemble des recommandations issues du Forum de Bangui, constituent de nouveaux besoins qui vont enrichir le Programme d'Urgence de Relèvement Durable (PURD), socle de la feuille de route de la Transition.

Distingués Invités,

Le Fonds « Békou » créé en juillet 2014 à l'initiative de l'Union Européenne, de la France, de l'Allemagne et des Pays-Bas est à juste titre un outil important de réponse aux préoccupations que je viens de mentionner.

Les sept projets financés sur ce Fonds s'inscrivent parfaitement dans le Programme d'Urgence pour le Relèvement Durable (PURD). Ils doivent, dans la mesure du possible, prendre en compte les autres piliers qui ne sont pas encore couverts et intégrer le renforcement des capacités nationales en vue de garantir l'efficacité et la durabilité des interventions. Les cas de succès doivent être dupliqués dans plusieurs préfectures de la

République Centrafricaine afin d'accroître l'impact en vue d'un passage serein et apaisé de la transition vers le relèvement.

Distingués invités,

Mesdames, Messieurs

Des étapes sont franchies depuis 17 mois avec le concours de nombreux acteurs humanitaires et de l'aide au développement qui ont tant soutenu la République centrafricaine durant ces crises, au premier rang desquels figure l'Union Européenne.

De tout ce qui précède, il est évident que les progrès sont réels mais la RCA demeure un pays fragile.

Cependant, après le forum national de Bangui sur lequel les rideaux viennent juste de tomber le 11 mai dernier, je crois pouvoir dire que l'espoir est désormais permis dans ce pays meurtri par de nombreuses années de prédation, de mauvaise gouvernance, de haine, de déchirements intercommunautaires et de violences aveugles.

L'espoir est désormais permis parce que du 4 au 11 mai dernier, les Centrafricaines et les Centrafricains se sont parlés en toute liberté et responsabilité, ont convenu de tourner la page d'un passé sombre et de regarder ensemble vers un avenir fait de promesses de stabilité, de paix et de bien-être collectif.

J'ai la faiblesse de croire que le forum national de Bangui demeurera une étape irréversible dans l'histoire de mon pays et de mon peuple. C'est pourquoi, tout en rendant hommage à l'action de la communauté internationale en faveur de ce peuple et de ce pays qui a permis d'éviter le pire, je profite de cette tribune pour exhorter encore le monde épris de paix et de bien-être à poursuivre sa solidarité agissante à l'égard du peuple Centrafricain et de la République Centrafricaine.

Sur cette base, je lance un appel à toutes les bonnes volontés d'entrer dans le cercle des contributeurs du Fonds « BEKOU » afin de soutenir le « békou », c'est-à-dire l'Espoir du peuple centrafricain.

Je vous remercie.